QTEL FINALISE LE RACHAT DE WATANIYA TELECOM

Djoudi en retard ?

Au-delà des mises en garde du gouvernement algérien, l'opérateur qatari Qtel entame sa deuxième semaine d'acquisition des actions de Wataniya Telecom, détenteur de la licence Nedjma en Algérie. Les Qataris qui détenaient 52,5% de Wataniya Telecom comptent acquérir l'ensemble des actifs de celles-ci.

L'opération d'acquisition des actions koweïtiennes a été entamée mardi dernier et la Bourse de Koweit City a accordé un délai d'un mois pour la conclusion de cette OPA.

Si l'opérateur koweïtien a accepté de vendre l'ensemble de ses actions contre un montant de 1,8 milliard d'euros, les petits porteurs, qui détiennent 20% environ de Wataniya Telecom, semblent avoir été charmés par l'offre présentée par les Qataris pour échanger leurs actions avec une marge de l'ordre de 20% supplémentaire au prix affiché en juin dernier.

Selon les experts koweïtiens, cette opération devrait aboutir à l'acquisition totale par l'opérateur qatari des actions détenues par les porteurs avant le délai légal, prévu pour le 4 octobre prochain.

Booster la filiale algérienne

Il convient de noter que cette opération coïncide avec la nomination, par Qtel, d'un nouveau directeur exécutif pour Wataniya Telecom. Bessam Hanoune a pris ses fonctions le 1er du mois en cours avec des directives particulières pour les filiales koweïtienne, tunisienne et Nedjma l'algérienne.

Le groupe Qtel, qui gère un recul régulier de l'ordre de 12% dans les chiffres relatifs à ses bénéfices, espère réaliser de belles performances en boostant les filiales en difficulté. Les nouveaux patrons de Wataniya souhaitent renverser la tendance de leur filiale algérienne, qui entame sa neuvième année d'exercice, tout en restant troisième au classement des opérateurs locaux de téléphonie mobile. Djezzy a augmenté son parc avec 1,7 million de nouveaux abonnés lors du premier semestre 2012. L'opérateur public Mobilis a drainé, pour sa part, 1 million de clients nouveaux. Alors que l'évolution chez Nedjma ne correspond pas aux attentes des actionnaires. Le gouvernement algérien, qui s'est attaché à exercer son droit de préemption sur Djezzy, était motivé par les profits générés par cet opérateur, qui est devenu le troisième au classement africain (avec 1,79 milliard de dollars, juste derrière les deux sud-africains MTN et Telefonika). Mais, quand Karim Djoudi évoque cette même mesure pour empêcher la vente des parts de Nedjma, les experts mettent en avant les questions liées à la rentabilité de cette entreprise et mettent en évidence la nécessité d'éviter les erreurs effectuées avec Djezzy en s'assurant de la réalité des comptes avant de s'embarquer dans une opération d'acquisition des parts.

Photo : DR

L'ARPT n'a pas été avisée du changement de portefeuille.

Cette même attitude a été adoptée par le gouvernement algérien lors de l'acquisition par le français EDF des actions de la société italienne Edisson, pourtant actionnaire avec Sonatrach dans l'exploitation de gisements gaziers au Sud algérien.

Pour l'heure, l'ARPT n'a pas été avisée du changement de portefeuille au sein de Wataniya Telecom Algérie. Mais, dès que l'institution de Mme Derdouri sera officiellement saisie, se posera la question cruciale de l'application des dispositions contenues dans le cahier des charges délivré en 2003.

Mokhtar Benzaki

STATISTIQUES, INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE...

Bachir Messaïtfa trace une feuille de route

Le développement d'un système d'alerte, de veille économique et statistique figure dans l'agenda du gouvernement. Voire dans la feuille de route que le nouveau secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et des Statisques s'est fixée à court et moyen terme, soit d'ici 2014 ou à l'horizon 2030, et qui devrait être déclinée en propositions idoines à soumettre à l'aval des instances exécutives et législatives.

A l'issue d'une cérémonie conviviale qui a réuni hier matin des cadres de son département, Bachir Messaitfa a, certes, mis en avant «la continuité dans l'action» mais a également estimé que la promotion de l'intelligence économique demeure incontournable. Et cela dans le contexte international mais aussi national marqué par une demande intérieure en expansion et une inflation importante... Ainsi, cette veille portera notamment sur la volatilité des cours mondiaux des matières premières, leur impact sur le marché intérieur et la maîtrise de ce dernier, ainsi que l'évolution des cours du pétrole. Cela avec la triple finalité de promouvoir la production domestique, booster la diversification économique hors hydrocarbures et mieux maîtriser le marché intérieur.

Comme il s'agit de consolider la production de données statistiques absolument fiables, accessibles et cohérentes, renforcer la visibilité et la lisibilité statistiques et économiques, outre la consolidation du système national d'information statistique dont le pivot reste l'Office national des statistiques (ONS). De même que le développement de la formation efficiente et de la communication efficace reste de mise, selon Bachir Messaïtfa. Celui-ci, arguant de sa disponibilité à «travailler ensemble» et à la concertation permanente, avait tenu à rassurer les cadres de son département, en cette période de transition institutionnelle «difficile» (transformation du ministère de la Prospective et des Statistiques en secrétariat d'Etat). A ce titre, ce secrétariat devrait être doté d'un nouvel organigramme, selon le secrétaire d'Etat, qui a indiqué qu'il devait en parler au Premier ministre lors d'une réunion prévue en fin de journée. Notons, par ailleurs, que le projet relatif à la vision sur le développement de l'Algérie à l'horizon 2030, lancé en collaboration avec une expertise sud-coréenne, devrait êté finalisé avant la fin 2012 comme l'indiquait l'ex-ministre de la Prospective et des Statistiques, Hamid Temmar. Pour autant, des études en matière de planification économique et territoriale, élaborées du temps de l'ancien Commissariat général à la planification et la prospective, attendent encore de voir le jour.

Chérif Bennaceur

RÉUNION AGENCES DE VOYAGES-OFFICE DU HADJ ET DE LA OMRA

Dernières retouches avant le grand départ

Lors d'une réunion tenue lundi dernier, une quarantaine d'agences de voyages autorisées à organiser la saison du hadj ont apporté les dernières retouches à leur programme aux Lieux Saints de l'Islam avec les représentants de l'Office national du hadj et de la omra.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Elles sont cette année une quarantaine d'agences à avoir été autorisées à prendre en charge les hadjis en partance pour les Lieux Saints de l'Islam. Lundi dernier, elles ont mis au point les dates de départs des vols pour l'Arabie saoudite en prévision du jour J. Le premier départ des hadjis est prévu pour le 26 septembre et le dernier le 20 octobre. Les pèlerins pourront ainsi choisir de se rendre aux Lieux Saints de l'Islam avec la mission du hadj ou d'être pris en charge par des agences de voyages privées. Selon des voyagistes, un grand nombre de hadjis ont des exigences particulières et choisissent des conditions d'accueil avec des services spécialisés, ce que les agences sont à même d'offrir. Ceci alors qu'un grand nombre d'agences ont été écartées du programme par l'Office national du hadj et de la omra et interdites de prendre en charge les pèlerins en raison notamment de leur manque de professionnalisme.

Les éditions du hadj des dernières années ont été ponctuées par des incidents parfois graves dont ont été victimes les hadjis pris en charge par des agences qui ne leur ont pas offert les services promis. De ce fait, l'Office national du hadj et de la omra a décidé de sévir en limitant le nombre d'agences habilitées à programmer ces voyages qui nécessitent un grand professionnalisme. Les agences de voyages prendront de ce fait en charge 11 000 hadjis alors que 3 000 autres seront encadrés par le Touring Club (TCA). Par ailleurs, des agences ont été agréées de sorte à organiser la saison du hadj à partir de l'est, de l'ouest, du centre et du sud du pays. Les responsables des agences préciseront que les services consulaires de l'ambassade d'Arabie saoudite ont accepté de délivrer un plus grand nombre de visas aux encadreurs en vue de leur permettre de prendre en charge le nombre important de hadjis.

Pour sa part, El Hadj Berbara, directeur de l'Office national du hadj et de la omra, a mis en garde les encadreurs de la mission contre la désorganisation causée chaque année par les pèlerins qui partent sans encadrement et qui perturbent les programmes de prise en charge des hadjis pris en charge par la mission.

36 000 hadjis algériens devraient se rendre cette année aux Lieux Saints pour accomplir les rites du hadj.

F-Z. B.

IL AFFIRME QUE LES ENTREPRISES PEINENT À ÉVALUER LEURS BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES

Le recteur de l'USTHB jette un pavé dans la mare

Selon le recteur de l'USTHB, il existe une réelle difficulté à organiser un dialogue entre l'Université et les entreprises, dans le cadre de l'orientation des étudiants diplômés vers le milieu professionnel.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - S'exprimant, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le recteur de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour exprimer son regret quant à la barrière qui persiste toujours entre l'Université et l'économie en général. Il a déclaré que «les entreprises ne sont pas aujourd'hui en mesure d'évaluer leurs besoins en matière de ressources humaines à long terme». Ce qui empêche, selon lui, l'USTHB d'ouvrir des formations s'adaptant aux besoins réels du marché du travail. «Nous espérons voir les entreprises évaluer leurs besoins en matière de ressources humaines pour que, de notre côté, nous puissions nous lancer dans des cycles de formations adaptées. Il n'est pas possible pour nous de nous hasarder à ouvrir des spécialités pour qu'au bout d'une session de cinq ans, nous nous retrouvions avec trois ou quatre étudiants diplômés recrutés et les autres au chômage. De même que nous ne demandons pas aux entreprises de nous livrer leurs besoins en ressources humaines dans l'immédiat mais plutôt à long terme, à l'échelle de 10 ou 15 ans, pour que nous puissions leur préparer les compétences qui s'imposent», a-t-il souligné.

Ce n'est pas tout, puisque Benali Benzaghou, qui trouve cette situation «anormale», jette un autre pavé dans la mare en affirmant qu'«il existe une réelle difficulté à organiser le dialogue avec les entreprises», sans toutefois donner davantage d'explications. Le recteur de l'USTHB va encore plus loin et ne lésine pas sur les mots : «L'Université doit s'adapter au marché du travail mais il faudra aussi que le marché crée de l'emploi, c'est à l'économie de créer cet environnement favorable, car si ce n'est pas le cas, il y a un réel problème.»

Pour appuyer ses propos, Benzaghou cite les récents sondages de l'Office national des statistiques (ONS), qui, selon lui, ont révélé qu'il existe un taux de chômage plus important parmi les jeunes diplômés que chez les autres catégories.

Et au recteur de l'USTHB de conclure avec la même expression qu'il n'avait de cesse de répéter tout au long de la conférence de presse : «Ce n'est pas normal.»

M. M.